



Conseil économique et social

Distr. générale
8 octobre 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 38^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 17 juillet 2023, à 15 heures

Présidence : M. Chimbindi (Vice-Président) (Zimbabwe)

puis : M. Nasir (Vice-Président) (Indonésie)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour: Débat de haut niveau sur le thème : « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux » (*suite*)

- a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social

Débat général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org)

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).



En l'absence de M^{me} Stoeva (Bulgarie), M. Chimbindi (Zimbabwe), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 5 de l'ordre du jour: Débat de haut niveau sur le thème : « Accélérer la reprise au sortir de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux » (suite)

a) Réunion ministérielle du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil (A/78/80-E/2023/64) (suite)

Débat général (suite)

1. **M. Jorayev** (Turkménistan), Ministre des finances et de l'économie, déclare que le Turkménistan met activement en œuvre des politiques nationales axées sur la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. En 2022, son gouvernement a adopté de nouveaux documents de programme qui comprennent des approches stratégiques à moyen et long terme visant à atteindre les objectifs de développement durable, en vue de relever le niveau de vie, de promouvoir des modes de vie sains et une éducation de qualité, et de favoriser l'égalité des genres, la numérisation, l'innovation et l'économie verte.

2. Depuis le début de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Turkménistan a mis au point et en œuvre des moyens de stimuler certains secteurs économiques et d'offrir une protection sociale à sa population. Le Gouvernement a également fait en sorte que les services publics restent abordables. En outre, son pays collabore avec l'ONU pour créer plusieurs programmes visant à réduire l'incidence de la pandémie sur l'économie nationale et à assurer une croissance durable. Dans l'ensemble, le système économique du Turkménistan est stable: à la fin de l'année 2022, son produit intérieur brut avait progressé à un rythme de 6,2 %, et le budget de l'État et la balance des paiements du pays avaient toujours été excédentaires.

3. Dans son deuxième examen national volontaire, le Turkménistan a inclus des objectifs supplémentaires dans des domaines clés tels que l'amélioration de la santé, la fourniture d'une éducation de qualité, le renforcement de la prospérité, la garantie de la sécurité alimentaire, la promotion de l'égalité des genres et la lutte contre les changements climatiques. L'examen comportait une analyse de la manière dont les objectifs cadraient avec les documents stratégiques adoptés par

son Gouvernement, ainsi qu'avec d'autres objectifs. Exhaustif également, il reflétait non seulement les programmes gouvernementaux, mais aussi la voix du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des jeunes, conformément au principe consistant à ne laisser personne de côté.

4. **M. Fechet** (Roumanie), Ministre de l'environnement, des eaux et forêts, dit que le Sommet sur les objectifs de développement durable de 2023 sera l'occasion de discussions concrètes et constructives sur les progrès accomplis en termes de mise en œuvre et sur ce qu'il reste à faire. Il est essentiel de dégager les tendances et de déterminer les possibilités de progrès d'ici à 2023. À cet égard, la Roumanie a pris des mesures concrètes pour mettre en œuvre les objectifs et intégrer le Programme 2030. Son examen national volontaire indique en détail les progrès accomplis dans la réalisation du Programme 2030, tout en tenant compte des difficultés et des réalités nationales, régionales et mondiales.

5. Outre les effets de la pandémie de COVID-19, les crises liées au climat et aux conflits ont provoqué d'autres perturbations. À cet égard, la Roumanie condamne avec la plus grande fermeté la guerre d'agression non provoquée et injustifiée menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine, qui défie la Charte des Nations Unies et le droit international, porte atteinte à l'environnement et aggrave les crises alimentaire et énergétique mondiales. Pour promouvoir la numérisation, la coopération multilatérale et les partenariats avec les parties prenantes sont essentiels.

6. Dans le cadre de ses efforts visant à se remettre de la pandémie, son Gouvernement met actuellement en œuvre un plan national de redressement et de résilience, qui cible les investissements et les réformes dans divers secteurs environnementaux. La Roumanie a également établi un système intégré d'information sur le suivi du bois qui a amélioré la transparence de la chaîne d'approvisionnement et découragé l'abattage illégal. Entre-temps, une stratégie de transition vers une économie circulaire pour la période 2020-2030 a été adoptée, ce qui pourrait contribuer à la croissance économique tout en préservant les ressources naturelles. La Roumanie attache également une grande importance aux changements climatiques, conformément aux objectifs de l'Union européenne en la matière, et s'emploie à actualiser son plan national pour l'énergie et le climat, à élaborer une stratégie à long terme pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et à adopter une stratégie nationale d'adaptation aux changements climatiques.

7. **M^{me} Rouamba** (Burkina Faso), Ministre des affaires étrangères, de la coopération, de l'intégration africaine et des Burkinabé de l'extérieur, rappelle que le forum politique de haut niveau pour le développement durable se tient alors que la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, et en particulier les populations du Sahel, sont en proie à une crise multidimensionnelle. Au Burkina Faso, les actes terroristes ont provoqué une crise humanitaire qui a entraîné le déplacement d'environ 2 millions de personnes, dont 80 % de femmes et d'enfants. Plus de 6 000 écoles et 1 800 centres de santé ont également été fermés. Cette situation a engendré une augmentation considérable des besoins, notamment dans les domaines de la nutrition, de l'éducation, de la santé, de l'hygiène et de la protection sociale.

8. Malgré ces difficultés, le peuple burkinabé a fait preuve d'une grande résilience, en menant des actions destinées à promouvoir le développement économique et social, la bonne gouvernance, la justice et l'égalité, ainsi qu'à lutter contre la corruption. Des progrès majeurs ont été réalisés, notamment dans les domaines de l'économie, de l'accès à l'eau potable et à l'électricité des ménages et du financement du développement. Néanmoins, les rapports sur ce dernier ont montré qu'il était urgent de mobiliser 16,35 milliards de dollars de financement supplémentaire pour les objectifs de développement durable avant 2030. Tout en remerciant les partenaires de développement pour le soutien qu'ils ont apporté jusqu'à présent, la Ministre appelle la communauté internationale à continuer à faire preuve d'une solidarité agissante.

9. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable est l'occasion de veiller à ce que la communauté internationale prenne en compte les besoins des pays qui connaissent d'importants problèmes de sécurité, humanitaires et climatiques, afin de ne laisser personne de côté. Une coopération internationale accélérée et renforcée pourrait donner un nouveau souffle au Programme 2030, en vue de surmonter les obstacles rencontrés.

10. **M^{me} Castillo López** (Panama), Ministre du développement social, dit que son Gouvernement est déterminé à apporter des améliorations sociales au Panama, conformément au Programme 2030. Son pays dispose également d'un plan stratégique pour la période 2019-2024, qui comprend des stratégies économiques et sociales concrètes visant à réduire les inégalités et à améliorer la qualité de vie de la population. Le gouvernement panaméen s'est également engagé à s'attaquer aux multiples réalités coexistantes au Panama, en s'efforçant de créer un pays plus juste dans lequel tout le monde dispose des mêmes chances.

11. Des progrès notables ont été accomplis en termes de mise en œuvre du Programme 2030. C'est ainsi que le Panama a été déclaré comme étant l'un des trois pays au monde à présenter un bilan carbone négatif et qu'il a étendu ses zones marines protégées de 54 %, ce qui en fait un chef de file mondial en matière de conservation marine. Des mesures ont également été prises pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, grâce au « Plan Colmena » national, fondé sur la territorialisation et l'inclusion sociale, qui encourage la collaboration entre les institutions publiques, la société civile, les entreprises privées et la communauté. Cette stratégie a permis de réduire sensiblement la pauvreté et la faim au Panama.

12. Cette année-là, son pays a présenté son troisième examen national volontaire, démontrant son engagement à atteindre les objectifs de développement durable. La mise en œuvre complète du Programme 2030 exige une action concertée de la part de tous les acteurs et secteurs, tant au niveau national qu'international. Les défis actuels peuvent être relevés en conjuguant nos efforts, et le Panama reste déterminé à œuvrer en faveur du développement durable.

13. **M. Mavima** (Zimbabwe), Ministre de la fonction publique, dit que l'actuel forum politique de haut niveau se tient à un moment où l'économie mondiale est en proie à une myriade de défis qui ont une forte incidence sur le développement durable. Les discussions doivent donner un élan au prochain Sommet sur les objectifs de développement durable et favoriser les progrès vers la mise en œuvre du Programme 2030.

14. Comme de nombreux pays en développement, le Zimbabwe ait face aux effets dévastateurs de divers problèmes mondiaux et travaille sans relâche à la mise en œuvre des objectifs, notamment dans le cadre de sa stratégie nationale de développement pour la période 2021-2025 et de sa Vision 2030. Des progrès notables ont été réalisés dans la promotion d'une production et d'une productivité agricoles élevées grâce à diverses stratégies, y compris l'adoption d'innovations agricoles adaptées au climat. Des améliorations ont également été apportées dans les domaines de l'exploitation minière, des transferts de fonds à l'aide de plateformes officielles, de l'industrialisation rurale, de l'innovation et du développement des compétences techniques, ainsi que des données.

15. Le Gouvernement zimbabwéen continue à utiliser des ressources intérieures et extérieures pour financer des projets et des programmes de développement, et les efforts visant à améliorer la fluidité des affaires ont continué à être mis en œuvre, en vue d'accélérer le relèvement après la pandémie de COVID-19 et

d'encourager l'investissement local et étranger direct. Toutefois, les sanctions unilatérales imposées à son pays par certains pays occidentaux ont continué à faire des ravages dans la vie des Zimbabwéens. Son gouvernement continuera d'œuvrer pour renforcer la bonne volonté et la compréhension des partenaires internationaux. Le Zimbabwe n'est l'ennemi d'aucun pays et l'ami de tous, et il mérite un traitement juste et équitable.

16. **M^{me} Edtstadler** (Autriche), Ministre fédérale de l'Union européenne, déclare qu'à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme 2030, et compte tenu des nombreux défis à relever, il est crucial de créer une dynamique pour atteindre les objectifs communs d'un monde durable, pacifique et vivable pour tous. La poursuite de l'engagement en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable est essentielle à cet égard et nécessite un suivi efficace des progrès accomplis. En 2023, l'Autriche s'est classée à la cinquième place mondiale en termes de mise en œuvre des objectifs de développement durable, démontrant ainsi son travail acharné et servant de motivation à son pays pour améliorer encore son engagement envers le Programme 2030.

17. Le Gouvernement autrichien a récemment entamé l'élaboration de son deuxième examen national volontaire qui sera présenté en 2024 et qui comprendra les données d'expérience recueillies lors du premier examen volontaire de l'Union européenne. En outre, tout dernièrement, il a publié un rapport national de mise en œuvre provisoire, qui met en lumière les réussites et les meilleures pratiques aux niveaux fédéral et régional, tout en illustrant la nécessité d'une collaboration étroite entre tous les acteurs. Il convient de noter que l'Autriche tiendra son troisième forum de dialogue sur les objectifs de développement durable en octobre 2023, de concert avec des organisations de la société civile, forum qui donnera lieu à des échanges entre experts, à des discussions sur l'innovation et à des débats politiques de haut niveau, l'objectif principal étant de promouvoir le dialogue et de recueillir des informations en vue du deuxième examen national volontaire. Ce dialogue régulier avec les parties prenantes est essentiel à une mise en œuvre réussie et continue des objectifs.

18. Au niveau international, les pourparlers multilatéraux réguliers sur la mise en œuvre ont permis d'évaluer les concepts, les collaborations, les actions concrètes et les solutions innovantes. Le partenariat est essentiel pour atteindre les objectifs, afin de s'efforcer collectivement d'éliminer la pauvreté et de promouvoir une paix durable, la justice et l'égalité pour tous. Néanmoins, la réalisation des objectifs a été entravée

par la pandémie de COVID-19, les conflits et les inégalités croissantes.

19. L'Union européenne et ses États membres ont condamné l'agression illégale, non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, qui viole le droit international et la Charte des Nations Unies. La Roumanie réaffirme sa ferme solidarité avec l'Ukraine et le peuple ukrainien.

20. Dans l'Union européenne, les politiques transformatrices prévues ont mis en évidence l'importance du Programme 2030 en tant que vision commune, les objectifs constituant une feuille de route destinée à faire progresser le développement durable et à venir à bout des multiples crises affrontées. Le prochain sommet sur les objectifs de développement durable renforcerait l'élan et accélérerait l'intensité et le rythme de la mise en œuvre du Programme 2030, ce qui pourrait donner à chacun les moyens de prendre des mesures transformatrices aux niveaux national et mondial.

21. **M. Balík** (Slovaquie), Ministre des investissements, du développement régional et de l'informatisation, dit que la Slovaquie travaille d'arrache-pied dur pour s'assurer que le développement durable est au cœur de sa stratégie de développement à long terme. En outre, le Programme 2030 sous-tend la coopération au titre de l'aide publique au développement dans les relations bilatérales et multilatérales. Des progrès ont été réalisés sur plusieurs des objectifs de développement durable, notamment dans les domaines de l'énergie propre, du travail décent, de la croissance économique, de la vie terrestre et de la décarbonisation. À cet égard, la Slovaquie fermera toutes ses mines de charbon d'ici à la fin de l'année et se concentrera sur la transition équitable des régions touchées par cette décision.

22. Néanmoins, au rythme actuel de la mise en œuvre, la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030 est hors de portée. Ces dernières années ont été marquées par plusieurs revers pour le développement durable au niveau mondial, notamment l'agression russe contre l'Ukraine, la pandémie de COVID-19, la crise climatique qui ne cesse de s'accroître et la polarisation croissante des sociétés, dynamisée par la désinformation. Il en est résulté un état de crise permanent, qui n'était pas propice à l'élaboration de stratégies à long terme et à l'établissement de priorités en matière de durabilité. Les examens nationaux volontaires ont été l'occasion d'examiner les problèmes systémiques sous-jacents et de prendre les mesures transformatrices nécessaires.

23. Tout d'abord, il faut appeler à l'honnêteté, car reconnaître ouvertement les problèmes est le premier pas vers leur solution. Les examens nationaux volontaires ont eu tendance à brosser un tableau irréaliste de l'état du développement durable. Dans le même temps, les rapports sur les objectifs de développement durable établis par l'Organisation des Nations Unies et des experts indépendants ont fait tout le contraire. Ensuite, une plus grande coopération intergouvernementale est nécessaire pour la mise en œuvre des objectifs. Jusqu'à présent, les efforts de coordination au niveau mondial se sont largement concentrés sur la définition et le suivi d'objectifs ambitieux, tout en négligeant les étapes de mise en œuvre. Les initiatives à fort impact annoncées récemment constituent une étape positive pour combler cette lacune, mais elles exigent des pays qu'ils créent un cadre d'échanges véritables et informels au niveau des experts. Le groupe de travail de l'Union européenne sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 avait créé un tel espace ; au niveau mondial, les commissions régionales des Nations Unies pourraient en faire de même.

24. La guerre et les conflits sont incompatibles avec le développement durable. La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine est condamnable avec la plus grande fermeté et cause des souffrances indicibles au peuple ukrainien. En tant que voisin direct de l'Ukraine, la Slovaquie a fourni une assistance immédiate aux réfugiés ukrainiens. Son pays s'est également engagé à soutenir pleinement la reconstruction après la guerre des villes et des infrastructures détruites en Ukraine.

25. **M^{me} Kasule Lumumba** (Ouganda), Ministre des affaires générales, indique que l'Ouganda a pris des mesures audacieuses pour accélérer la pleine mise en œuvre des objectifs de développement durable et pour répondre à de multiples crises et défis. Il s'agissait notamment de la mise en œuvre d'un modèle de développement axé sur le développement inclusif au niveau des ménages, ainsi que dans des domaines tels que la production, la commercialisation, les infrastructures et les services sociaux. Ce modèle est conforme au principe consistant à ne laisser personne de côté. Son Gouvernement a également œuvré à l'élaboration de sa stratégie de mobilisation des recettes nationales, qui vise à renforcer l'administration fiscale et à rétablir la confiance du public dans le système fiscal.

26. Au cours des sept dernières années, l'Ouganda a accéléré les investissements dans la science, la technologie et l'innovation en tant que moteurs d'une croissance économique durable, avec la participation de

tous les acteurs concernés, y compris les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables. La communauté internationale doit continuer à promouvoir et à soutenir l'élaboration de politiques aux niveaux mondial et national dans ces domaines. Son Gouvernement a également continué à convoquer une conférence annuelle sur les objectifs de développement durable en tant que plateforme nationale permettant à toutes les parties prenantes de réfléchir aux progrès accomplis, de recenser les principales difficultés rencontrées et de déterminer les actions requises en vue de la mise en œuvre complète du Programme 2030. Au cours des sept prochaines années, l'Ouganda continuera à se concentrer sur le renforcement de la résilience du lien entre l'eau, l'alimentation et l'énergie, tout en encourageant une production locale plus durable. Le financement de la lutte contre les changements climatiques par le Fonds vert pour le climat, entre autres sources, soutiendra davantage également les efforts visant à accélérer la réalisation des objectifs d'ici à 2030.

27. **M. Saint-Jean** (Haïti), Ministre du commerce et de l'industrie, rappelle que le monde est actuellement en butte à de graves crises financières, alimentaires, humanitaires et énergétiques, conséquences de conflits qui menacent la paix et la sécurité internationales. Le forum politique de haut niveau doit créer les conditions adéquates permettant de procéder à un examen des stratégies et des actions et d'accélérer le processus de mise en œuvre du Programme 2030.

28. Les petits États insulaires en développement représentent un cas particulier dans le contexte du développement durable, compte tenu de leurs vulnérabilités uniques et spécifiques et des contraintes majeures qui pèsent sur leur développement social, économique et environnemental. À cet égard, une aide accrue de la part de la communauté internationale est essentielle aux pays les moins avancés pour atteindre les objectifs de développement durable. Pour ce faire, les efforts de mise en œuvre doivent tenir compte de leurs priorités nationales, notamment en ce qui concerne les indicateurs à développer pour mesurer les actions ciblées.

29. Alors qu'Haïti s'attache à surmonter les conséquences désastreuses des tremblements de terre qui ont eu lieu en 2010 et 2021, le pays a également accéléré la mise en œuvre de son programme de développement durable et progressé dans son relèvement post-COVID-19. Il s'agit notamment de son cadre de financement national intégré, qui met l'accent sur la collaboration des acteurs gouvernementaux à l'aide d'une approche inclusive qui intègre le secteur privé et les organisations de la société civile, avec le

soutien technique et financier des partenaires internationaux. Enfin, dans la perspective de la quatrième Conférence internationale des petits États insulaires en développement, le forum politique de haut niveau devrait permettre de mobiliser les ressources nécessaires à la réalisation de l'ambition collective de reconstruire en mieux.

30. **M. Mchunu** (Afrique du Sud), Ministre de l'eau et de l'assainissement, déclare qu'avant la pandémie de COVID-19, des pays comme l'Afrique du Sud connaissaient déjà une faible croissance et une hausse du chômage. La pandémie a donc exacerbé une situation déjà désastreuse, obligeant les pays à réorienter les budgets d'infrastructure et à suspendre les investissements. Le succès de la reconstruction repose sur la collaboration, notamment le recours aux partenariats public-privé. En outre, dans le secteur privé, il a été prouvé que la collaboration faisant appel à des politiques de responsabilité sociale donnait lieu à des investissements et aboutissaient à la création d'emplois.

31. Alors que les pays cherchent à se reconstruire en mieux après la pandémie et de multiples crises, une possibilité sans précédent s'offre de replacer l'économie mondiale sur la voie d'une plus grande équité et d'un environnement plus durable. À cet égard, le continent africain est sur la bonne voie pour mettre en œuvre l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui permettra d'approfondir l'intégration économique, d'attirer les investissements mondiaux, de stimuler le commerce, de créer de meilleurs emplois et de réduire la pauvreté. En outre, la Banque mondiale estime que l'Accord pourra accroître le revenu de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici à 2035. Il vise également à améliorer la mise en place des infrastructures nécessaires dans des secteurs tels que l'énergie, les transports et l'eau, conformément à plusieurs des objectifs de développement durable.

32. Dans le cadre de la planification régionale, nationale et mondiale à long terme du financement des infrastructures, son Gouvernement coopère avec le secteur privé pour élaborer une méthodologie de développement durable des infrastructures, qui évalue les projets et les programmes en fonction de leurs progrès et de leur alignement sur son Plan national de développement 2030 et sur le Programme 2030. Parmi ces projets figurent le Fonds sud-africain d'infrastructure et le Bureau du partenariat pour l'eau. Tous les pays doivent favoriser le renforcement et la revitalisation des partenariats mondiaux au service du développement durable, les pays développés jouant un rôle moteur.

33. **M. Abdullah** (Brunei Darussalam), Ministre des finances et de l'économie, fait remarquer qu'en dépit des avancées économiques et de l'accélération de la croissance, des progrès supplémentaires sont nécessaires. À cet égard, les reculs enregistrés peuvent être compensés grâce à la solidarité et à une ambition renouvelée pour un avenir plus durable. L'examen national volontaire du Brunei Darussalam démontre les efforts déployés par son Gouvernement pour surmonter l'incertitude et accroître la résilience afin de rester sur la voie d'une croissance durable, conformément à sa vision nationale, Wawasan Brunei 2035.

34. Il convient de trouver des solutions grâce à des partenariats solides établis dans le cadre des objectifs de développement durable et d'une coopération renforcée, en particulier au sein de la communauté internationale. Ces initiatives doivent être encouragées lors du prochain sommet sur les objectifs de développement durable. Il faut également mieux assurer la réalisation des objectifs, en améliorant la souplesse, la compétence et la préparation. Il y a lieu en outre de combler les lacunes et de procéder à des réformes pour renforcer l'écosystème des objectifs de développement durable, afin de traduire les idées en actes. Comme l'a demandé le Secrétaire général, les possibilités doivent être accrues et offertes à tous, y compris aux groupes vulnérables.

35. Le développement socioéconomique doit s'opérer sans compromettre les ressources naturelles. À cette fin, une approche à l'échelle de la nation est nécessaire, ainsi que des stratégies de collaboration pour un avenir plus prospère, de progrès et durable. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable sera l'occasion de réaffirmer notre engagement à aller de l'avant en améliorant la résilience, la préparation et l'intégration.

36. **M. Elzidani** (Libye), Ministre par intérim, au Ministère de la planification, signale que son Ministère a établi divers plans et stratégies de développement durable, et que son pays attache une grande importance au Programme 2030. La Libye s'attache à mettre en œuvre le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour la période 2023-2025, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable. Le Plan-cadre de coopération vise à soutenir une croissance économique globale afin de promouvoir les droits humains et les moyens de subsistance de la population libyenne, tout en mettant l'accent sur le développement durable et la paix dans le pays.

37. Un certain nombre de défis persistent en Libye en raison de l'instabilité politique, des répercussions de la

pandémie de COVID-19 et de la crise ukrainienne, qui entravent le développement et la croissance. Toutefois, les efforts de son Gouvernement ont permis de réaliser des progrès, d'apporter la stabilité, d'améliorer les moyens de subsistance des citoyens libyens et de parvenir à une meilleure protection sociale. Des progrès particuliers ont été accomplis en ce qui concerne l'objectif 7, notamment en termes de stabilité du réseau électrique. La Libye se dispose également à mettre en place une stratégie nationale sur l'eau, en vue d'atteindre l'objectif 6, et travaille sur un certain nombre de projets de développement, notamment sur les routes et l'approvisionnement en eau.

38. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mettre en œuvre le Programme 2030, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la santé et de la prospérité. La communauté internationale doit également s'efforcer d'instaurer des partenariats internationaux adéquats pour faire face aux défis climatiques. À cet égard, la Libye est l'un des pays les plus touchés par la sécheresse et la désertification.

39. Pour conclure, la Libye appelle à la tenue d'élections justes, équitables et libres, afin de garantir un avenir meilleur et d'ouvrir la voie à un développement durable global.

40. **M^{me} Ali Al Khulaif** (Bahreïn), Ministre du développement durable, dit qu'à mi-parcours du Programme 2030, et alors que les pays sont sur des trajectoires de relèvement de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) divergentes, une action transformatrice pour accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable n'a jamais été aussi urgente. La présentation d'un deuxième examen national volontaire par son pays reflète son engagement à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs. L'élaboration de l'examen national volontaire a également servi d'audit de durabilité et d'outil clé pour évaluer l'alignement des plans et stratégies gouvernementaux sur les objectifs, tout en recensant les défis et en explorant les solutions pour aider à la formulation des politiques futures. Elle a en outre reflété la réponse stratégique réussie du Bahreïn à la pandémie, qui a été largement saluée.

41. Le Bahreïn a adopté l'innovation technologique et la transformation numérique, et considère l'accès aux services publics numériques comme un droit public qui dépend d'une inclusion numérique accrue. L'utilisation des technologies existantes et émergentes a également été élargie pendant la pandémie. La collaboration avec le secteur privé s'est révélée être un autre accélérateur clé qui a contribué à la croissance et à la compétitivité de ce dernier. Son Gouvernement s'emploie activement

également à promouvoir les partenariats public-privé dans des secteurs tels que le logement, l'éducation et les soins de santé, afin de développer des services durables et de créer un avenir plus prospère pour tous.

42. L'accélération des progrès vers la réalisation des objectifs a été intégrée au plan gouvernemental du Bahreïn, en renforçant le capital humain par l'alignement de l'éducation et de la formation sur les besoins en constante évolution du marché du travail, ainsi que par l'engagement d'atteindre des émissions nettes nulles d'ici à 2060. La poursuite de l'amélioration de la précision, de l'actualité, de la pertinence et de la qualité des données permettra de mesurer les progrès accomplis. La collaboration constante avec les organisations multilatérales est également essentielle, car elle permet aux pays d'exploiter la puissance des partenariats au niveau mondial.

43. **M^{me} Tor Faus** (Andorre), Ministre des affaires étrangères, fait remarquer que les répercussions de la pandémie de COVID-19 ont été importantes dans tous les domaines, mettant en évidence les faiblesses et les inégalités et ralentissant les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable. À mi-parcours de la mise en œuvre du Programme 2030, il est crucial de collaborer à tous les niveaux et avec tous les acteurs concernés. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable et le Sommet de l'avenir de 2024 sont l'occasion de définir et d'établir des orientations politiques claires, afin de renforcer la coopération multilatérale sur les grandes questions mondiales, tout en ne laissant personne de côté. À cet égard, l'égalité des genres, l'éducation, la prise en compte des jeunes dans la prise de décision et la lutte contre les changements climatiques sont des priorités.

44. Comme le montre son précédent examen national volontaire, l'Andorre a aligné ses nouvelles politiques et actions sur les objectifs, en réponse à la pandémie. Ces mesures ont permis une reprise économique rapide et jeté les bases d'une croissance plus durable et plus résiliente. Le système multilatéral est essentiel et doit permettre de relever les défis et répondre aux crises à l'échelle mondiale de manière globale, cohérente et organisée, grâce à une action collective.

45. Les femmes ont été particulièrement touchées par la pandémie, étant donné la nature souvent fragile et informelle de leur travail. Les mesures nationales et les programmes de coopération en leur faveur doivent être renforcés, tout en veillant à les associer au processus de recherche de solutions. Son Gouvernement continuera à s'attacher aux niveaux national et international à garantir l'égalité des genres, afin de créer des sociétés plus justes et plus démocratiques. À cet égard, 50 % des

parlementaires et plus de la moitié des ministres d'Andorre sont des femmes. Des efforts collectifs sont également nécessaires dans le domaine de l'éducation des enfants, qui a pâti de la pandémie, ainsi que dans la participation des enfants et des jeunes à la vie publique.

46. Pour conclure, l'Andorre a réaffirmé son engagement en faveur de la protection de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

47. **M. Kai-Kai** (Sierra Leone), Ministre de la planification et du développement économique, déclare qu'en dépit des crises multiples et imbriquées auxquelles fait face la communauté internationale, la Sierra Leone continue à mettre en œuvre les objectifs de développement durable dans le cadre de son plan de développement national. Ces dernières années, les partenariats et la coopération ont joué un rôle majeur dans le renforcement de la résilience en ce qui concerne l'exécution des programmes de développement, en particulier pendant la pandémie de COVID-19. Son pays s'est engagé à mettre en œuvre les objectifs de manière intégrée, en plaçant particulièrement l'accent sur les objectifs 4 et 16. Ainsi, son pays a appliqué un programme d'enseignement scolaire gratuit et de qualité, qui a conduit à une augmentation du taux de scolarisation, en particulier pour les filles et les élèves handicapés, et également augmenté la fourniture de services juridiques gratuits aux personnes défavorisées.

48. Le Gouvernement sierra-léonais s'est efforcé d'atteindre l'objectif 17 en favorisant une solide coopération pour le développement avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux de développement et les organisations non gouvernementales, notamment pour ce qui du relèvement après la pandémie. Il a également augmenté ses investissements dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Dans le même temps, l'amélioration des solutions numériques dans la gestion du secteur public a permis d'accroître l'efficacité de la prestation de services. L'utilisation de sources d'énergie renouvelables a également augmenté, notamment grâce à la mise en place de mini-réseaux dans de nombreuses communautés rurales.

49. La Sierra Leone a procédé à trois examens nationaux volontaires dans le cadre d'une approche qui mobilise l'ensemble de la société, ainsi qu'à des examens volontaires locaux, qui serviront de base à ses futurs examens nationaux volontaires. Néanmoins, elle se heurte actuellement à de multiples défis, notamment à un financement insuffisant pour tous les objectifs. Dans la perspective du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable, le Gouvernement sierra-léonais s'est engagé à accélérer la mise en œuvre

de ces objectifs, notamment en s'efforçant de garantir la sécurité alimentaire et une croissance économique inclusive ; d'augmenter les investissements dans le capital humain et le développement ; de créer des emplois pour les jeunes ; de garantir l'efficacité et l'efficience des services publics ; et de consacrer plus d'investissements aux infrastructures, à la technologie et à la numérisation. À ce propos, une coopération et un soutien accrus sont nécessaires de la part des partenaires traditionnels et non traditionnels. La Sierra Leone continuera à renforcer ses systèmes de gouvernance politique, sociale et économique, afin de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

50. **M. Morwaeng** (Botswana), Ministre de la présidence de l'État, dit que la pandémie de COVID-19 a entraîné des défis sans précédent en matière de mise en œuvre du Programme 2030. Malgré les profondes répercussions de la pandémie, le Botswana reste déterminé à construire un avenir durable et inclusif pour son peuple, et a progressé dans la réalisation des objectifs de développement durable examinés. Sa politique nationale de l'eau a permis à 95,5 % de la population d'avoir accès à l'eau potable, et 72 % ont accès à l'électricité grâce aux subventions accordées par le fonds national de l'électricité du Gouvernement. Le Botswana s'est également engagé à protéger la vie des pauvres et des personnes en situation de vulnérabilité, ce qui a permis de réduire constamment le nombre de personnes touchées par les catastrophes.

51. Les données jouent un rôle essentiel dans les processus de suivi et d'évaluation. Le Gouvernement botswanais a donc promulgué une législation sur les statistiques et alloué des ressources qui facilitent la fonctionnalité des écosystèmes de données. Il a également élaboré une stratégie intégrée de financement durable, qui sera essentielle pour combler le déficit financier et ouvrir de nouvelles voies aux investissements potentiels. Les efforts sont également renforcés dans les domaines du plaidoyer et de la communication, qui sont une nécessité impérieuse pour une mise en œuvre efficace, et un plan d'accélération pour les objectifs est en cours d'élaboration afin de déterminer les meilleures pratiques et les solutions innovantes.

52. Enfin, son Gouvernement collabore avec l'Organisation mondiale de la Santé dans le cadre de son engagement national en faveur du bien-être des adolescents.

53. **M. Obiang Lima** (Guinée équatoriale), Ministre de la planification et de la diversification économique, signale que malgré les effets économiques néfastes de la pandémie de COVID-19, son Gouvernement a continué

à mettre en œuvre son nouveau plan de développement sur la base du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Dans son plan national de développement, la Guinée équatoriale a relevé cinq domaines de diversification économique durable et résiliente: l'agriculture, la pêche, la technologie, le tourisme et les sources d'énergie renouvelables.

54. La Guinée équatoriale a étendu ses aires de captage d'eau et ses infrastructures d'assainissement à l'ensemble du pays, en particulier dans les zones difficiles d'accès. En conséquence, 80 % de la population urbaine a accès à l'eau potable et à des installations sanitaires de base, l'objectif étant de porter ce chiffre à 90 % d'ici à la fin de 2030. Entre-temps, 100 % des zones urbaines ont accès à l'électricité, l'objectif étant de passer à 75 % dans les zones rurales d'ici à 2030. Malgré la nécessité d'une transition vers des énergies renouvelables et durables, celle-ci doit être progressive car de nombreux pays, dont la Guinée équatoriale, dépendent des hydrocarbures pour financer leur développement.

55. La pandémie a révélé de nombreuses lacunes au niveau national, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation. Entre-temps, la principale source d'énergie électrique en Guinée équatoriale provient de l'eau, et son Gouvernement vise également à produire de l'énergie photovoltaïque sur les îles les plus reculées du pays. Dans ce cadre, il a installé un câble sous-marin à fibre optique qui relie les pays de la côte atlantique africaine à l'Europe, après avoir participé à un consortium international. Ce forum a clairement démontré que les alliances en matière d'objectifs de développement durable constituaient un élément important de la réalisation du Programme 2030. Le Gouvernement équato-guinéen a également construit plus de 20 000 logements et investi dans la création de divers espaces durables, ce qui a contribué à la décentralisation et à la durabilité des villes en Guinée équatoriale.

56. **M^{me} Pricemou** (Guinée), Ministre du plan et de la coopération internationale, dit que les défis actuels englobent les effets de la pandémie de COVID-19, la dette et les crises financières, ainsi que les conséquences néfastes des changements climatiques, des conflits armés et du terrorisme, qui ont eu une incidence considérable sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Depuis septembre 2021, le Comité national du rassemblement pour le développement et le Gouvernement guinéen ont accordé une attention particulière à la mise en œuvre des objectifs en matière d'élimination de la pauvreté et de développement.

57. La Guinée a élaboré un programme pour la période 2022-2025 dont les objectifs sont d'améliorer la gouvernance ; de mettre en place des infrastructures ; d'améliorer l'accès aux services sociaux de base ; d'assurer un assainissement adéquat ; de protéger l'environnement ; de réduire la pauvreté et les inégalités ; d'accroître et de valoriser le capital humain ; et de renforcer la collecte, le traitement et la diffusion de données statistiques sur la mise en œuvre des objectifs. Le programme a été aligné à la fois sur les objectifs et sur l'Agenda 2063 de l'Union africaine. De même, la Guinée s'efforce d'harmoniser ses politiques nationales de développement avec les objectifs. Dans le même temps, l'application des réformes a permis d'apporter des améliorations au niveau macroéconomique, ce qui a conduit au classement de la Guinée parmi les pays à revenu intermédiaire plutôt qu'à revenu faible.

58. La réunion actuelle a été l'occasion d'échanger des données d'expérience et de redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs d'ici à 2030. La promotion de la coopération Sud-Sud reste une solution clé pour la mise en œuvre de politiques publiques efficaces à cette fin.

59. *M. Nasir (Indonésie), Vice-Président, prend la présidence.*

60. **M. Gwengwe** (Malawi), Ministre des finances et des affaires économiques, dit que le Malawi reconnaît qu'une approche globale et intégrée est nécessaire à une mise en œuvre réussie des objectifs de développement durable, en s'attaquant aux défis liés à l'élimination de la pauvreté, aux changements climatiques, aux inégalités, à l'éducation, à la santé et à la croissance durable. Des partenariats solides, tant au niveau national qu'international, sont essentiels pour accélérer les progrès et obtenir des résultats concrets. Dans cette optique, le Malawi a continué à collaborer avec diverses parties prenantes, notamment les partenaires de développement, la société civile et le secteur privé, en vue de mettre en œuvre les objectifs d'une manière inclusive. En outre, les projets de développement doivent être lancés au niveau local afin de veiller à ce que ces interventions soient adaptées aux problèmes auxquels font face les communautés.

61. Le Malawi se heurte à de nombreux obstacles à la réalisation des objectifs, notamment l'accès au financement pour mettre en œuvre les programmes et initiatives nécessaires, ainsi que l'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes liées au climat. Il est très vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques, notamment aux cyclones tropicaux récurrents qui continuent de ravager le secteur agricole, exacerbant l'insécurité alimentaire. Il est

essentiel de renforcer la résilience et la capacité d'adaptation pour atténuer les effets des changements climatiques, tout en assurant la transition vers une économie à faible émission de carbone.

62. La mise en place d'institutions et de structures de gouvernance solides reste un défi pressant, et le renforcement de l'état de droit, la promotion de la transparence et la lutte contre la corruption sont des aspects fondamentaux du développement durable. Le Malawi s'est engagé à renforcer la capacité de ses institutions, à encourager la bonne gouvernance et à défendre les principes de responsabilité et d'intégrité. Entre-temps, son Gouvernement a créé un plan de développement national qui intègre les objectifs, et s'efforce de renforcer ses cadres institutionnels, d'aligner les politiques sectorielles, de mobiliser des ressources et d'améliorer la collecte de données et les mécanismes de suivi.

63. Étant donné qu'un développement inclusif et durable ne peut être réalisé sans la pleine participation et l'autonomisation des femmes, le Malawi met en œuvre des initiatives visant à éliminer la violence fondée sur le genre, à élargir les perspectives économiques des femmes et à améliorer leur représentation dans les processus de prise de décision. En outre, des investissements actifs ont été réalisés dans les sources d'énergie renouvelables et les infrastructures durables afin de soutenir la croissance économique tout en réduisant les effets sur l'environnement. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable sera l'occasion de réaffirmer les engagements pris en faveur de ces objectifs et de renouveler les appels à l'action des différentes parties prenantes, en mettant l'accent sur le financement du développement des pays les moins avancés.

64. **M. Gjelsvik** (Norvège), Ministre des collectivités locales et de la coopération régionale, déclare que certes le Programme 2030 connaît une crise grave, mais qu'il est encore possible de tenir les engagements pris grâce à une impulsion notable et immédiate, y compris lors du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable. Si la Norvège obtient de bons résultats dans les indices de développement durable, elle présente néanmoins un niveau élevé de consommation de matériaux et d'importantes émissions de gaz à effet de serre. Ses principaux défis sont donc de réaliser une transition écologique et de renforcer l'État-providence, tout en réduisant les émissions et la consommation.

65. Les pays en développement ont été touchés de manière disproportionnée par les nombreuses crises mondiales actuelles. Cependant, ils peuvent progresser rapidement grâce à des investissements publics et privés

dans la réduction de la pauvreté, la santé, l'éducation, les systèmes alimentaires et l'énergie. Les efforts conjoints et les partenariats efficaces sont plus importants que jamais pour atteindre les objectifs communs. Les ressources nationales et étrangères doivent être mobilisées, et un sens de la responsabilité partagée et du partenariat en tant que communauté internationale est essentiel.

66. Si la collaboration exige à la fois confiance et esprit de bonne foi mutuelle, ces valeurs sont actuellement remises en question. Une nouvelle détérioration du climat politique mondial pourrait menacer le multilatéralisme et la coopération internationale, et il convient d'y remédier. Dans les périodes difficiles, la coopération doit être renforcée et non réduite. Le succès mutuel requiert le respect des droits humains pour tous. L'égalité des genres doit être prise en compte dans le cadre de tous les efforts, tout en impliquant les jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques. Il convient de rappeler que tout le monde s'est entendu sur la notion de développement durable, malgré d'autres désaccords.

67. **M. Rainbo Paita** (Papouasie-Nouvelle-Guinée), ministre des finances et de la planification, fait observer que son pays reste préoccupé par la lenteur des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, qui est une conséquence directe de la pandémie de COVID-19, des conflits en cours et d'autres défis mondiaux. Néanmoins, la Papouasie-Nouvelle-Guinée reste déterminée à œuvrer à la réalisation des objectifs, notamment dans le cadre de son quatrième plan de développement national, axé sur la prospérité nationale au moyen de la croissance économique et qui définit clairement des mesures visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

68. Le programme d'infrastructure de développement « Connect Papua New Guinea » a été élaboré pour transformer le paysage socioéconomique en améliorant la connectivité, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs 6, 7, 9 et 11. Le Gouvernement papouan-néoguinéen a également lancé des zones économiques spéciales pour attirer les investissements dans la transformation en aval et les lotissements, et s'est efforcé de devenir un Gouvernement entièrement numérique, avec l'aide de ses partenaires de développement. Toutefois, une plus grande appropriation et un plus grand encadrement sont nécessaires au niveau national, ainsi qu'une mobilisation des ressources internes pour assurer le développement national et faire progresser la réalisation des objectifs. Afin d'aider les pays en développement sur cette voie, un engagement renouvelé en faveur de la réalisation des objectifs du Programme 2030 est

nécessaire pour veiller à ce que les ressources, y compris le financement des technologies et du climat, soient accessibles, abordables et fournies en temps voulu.

69. Un changement fondamental est également nécessaire pour mettre en place un cadre financier nouveau et réformé, qui tienne compte de tous les pays et de leurs aspirations en matière de développement. Il faut également des revenus justes et équitables provenant des ressources naturelles pour soutenir les mesures visant à augmenter les recettes et pour progresser dans les priorités nationales de développement, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement. La valeur ajoutée des ressources permettrait de créer des emplois et de réduire la pauvreté. Les partenaires de développement doivent donc aider les pays en développement à investir dans la transformation en aval et dans les ressources naturelles. Les quêtes communes doivent l'emporter sur les ambitions individuelles dans les efforts visant à réaliser les objectifs du Programme 2030, grâce à une collaboration accrue et à des partenariats plus solides.

70. **M^{me} Gramajo Vilchez** (Guatemala), Secrétaire à la planification et à la programmation, signale que le Guatemala a harmonisé son plan de développement national avec les engagements pris au niveau international, qu'il a mis en œuvre à travers 10 priorités nationales de développement, qui se reflètent dans ses examens nationaux volontaires. Toutes les parties prenantes au Guatemala ont travaillé d'arrache-pied pour mettre au point un processus d'appropriation et suivre la réalisation des objectifs de développement durable.

71. En ce qui concerne l'eau et les ressources naturelles, le Gouvernement guatémaltèque a établi 172 bureaux municipaux de services d'eau et d'assainissement. Il a également augmenté le soutien financier apporté aux utilisateurs d'énergie électrique et aux consommateurs de gaz propane. Des investissements importants ont également été réalisés dans le domaine de l'emploi entre 2020 et 2022, qui ont bénéficié à 70 projets. Dans le même temps, les recettes fiscales du Guatemala ont atteint l'objectif de 12 % du produit intérieur brut, et la croissance nationale a été de 4 % à la fin de l'année précédente, dépassant les attentes de la région selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Parallèlement, le congrès législatif du Guatemala a adopté des lois sur la simplification des procédures, la location et l'accès au logement social. Des modèles de prise en charge globale des jeunes dans le cadre de la justice pénale et des femmes victimes de violence ont également été créés.

72. Enfin, à l'approche du Sommet sur les objectifs de développement durable, il y a lieu d'évaluer le respect des conditions fixées dans la stratégie d'aide publique au développement, qui prévoit que les pays en développement reçoivent 0,7 % du revenu national brut des pays développés.

73. **M. Kudbiyev** (Ouzbékistan), Ministre des finances et de la planification, indique qu'en Ouzbékistan, l'intégration des objectifs mondiaux et nationaux de développement durable dans les stratégies nationales de développement a aidé à déterminer, à concevoir et à mettre en œuvre des réformes structurelles et sectorielles, qui ont assuré une croissance économique stable et favorisé la résilience pendant la pandémie de COVID-19 et face à ses conséquences.

74. En 2020, son Gouvernement a déclaré que la réduction de la pauvreté était un élément clé de son programme politique. Un système d'enregistrement numérique a été mis en place pour cibler le soutien aux groupes socialement vulnérables dans chaque région, en particulier les femmes et les jeunes filles. En ce qui concerne la transition verte, l'Ouzbékistan adopte une approche à volets multiples de la croissance verte et collabore avec la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement au titre d'une stratégie à long terme visant à atteindre des niveaux nets nuls d'ici à 2050. La pénurie d'eau étant de plus en plus fréquente dans la région d'Asie centrale, en particulier en Ouzbékistan, l'introduction de paramètres cibles dans les pays concernés pour contrôler l'utilisation des ressources en eau devrait être envisagée et discutée lors du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable.

75. Pour atteindre ces objectifs, son pays aura besoin de 6 milliards de dollars supplémentaires par an. L'augmentation du soutien financier et technique de la part de la communauté mondiale a permis aux pays en développement de démontrer leur engagement résolu en faveur du développement du capital humain. Cependant, même les pays en développement très engagés manquent souvent de ressources suffisantes et peinent à résoudre les problèmes liés à leurs systèmes de santé et d'éducation ; les pays développés pourraient bénéficier d'investissements dans ces domaines grâce à la migration de travailleurs qualifiés. Le dynamisme des économies et des sociétés, ainsi que la réalisation des objectifs, dépendent de populations bien informées et en bonne santé.

76. **M. Damski** (Finlande), Secrétaire permanent auprès du Ministère de l'environnement, dit que le temps presse pour faire avancer le Programme 2030. La

coopération pour le développement joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté ; les pays doivent également mettre en œuvre des mesures visant à réduire les inégalités, à assurer une protection sociale universelle et à se prémunir contre les phénomènes météorologiques extrêmes. Aider les pays en développement à réaliser les objectifs de développement durable grâce à des investissements est une priorité pour la Finlande, notamment par le truchement de la stratégie « Global Gateway » de l'Union européenne. Son pays favorise des solutions transparentes et démocratiques qui respectent les droits humains, en s'appuyant sur les compétences, les réseaux et la technologie de son secteur privé.

77. L'égalité des genres a permis de renforcer les économies en stimulant la croissance, en améliorant les résultats des secteurs privé et public et en réduisant les inégalités de revenus. L'éducation des filles et l'emploi des femmes sont des facteurs importants du développement national en Finlande, qui appuie vigoureusement l'action que mène le Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans la promotion de l'éducation des femmes et des filles à l'échelle mondiale. Les repas scolaires constituent également un puissant outil d'amélioration de l'apprentissage et de lutte contre la malnutrition. En attendant, il faut s'attaquer sans tarder aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à l'appauvrissement de la biodiversité et à la pollution. À cet égard, la Finlande soutient l'initiative « Alertes précoces pour tous » du Secrétaire général.

78. Son Gouvernement améliore l'état des eaux de la Finlande, qui sont cruciales à son économie et à son bien-être, notamment en finançant un programme de protection de l'eau et en œuvrant à la réalisation de tous les objectifs internationaux en matière d'eau. La Finlande s'est également attaquée au problème du sans-abrisme dans le cadre de son initiative « Logement d'abord ». Le développement durable dépend de sociétés pacifiques et inclusives, exemptes de toute forme de discrimination. À ce propos, la Commission nationale du développement durable constitue un important cadre de coopération élargie.

79. La Finlande soutient fermement l'Ukraine, en lutte depuis plus d'un an contre la Russie dans le cadre d'une guerre d'agression non provoquée et illégale menée par celle-ci et qui détruit l'environnement et les moyens de subsistance de la population ukrainienne. Il ne saurait y avoir de développement durable sans paix et sans droits humains. La Finlande reste déterminée à promouvoir la mise en œuvre des accords internationaux, ce qui nécessite un multilatéralisme efficace et inclusif.

80. **M. Brkić** (Bosnie-Herzégovine), Vice-Ministre des affaires étrangères, indique que ces dernières années, les efforts déployés pour atteindre les objectifs de développement durable ont marqué un sérieux recul. Il s'agit notamment de la pandémie de COVID-19, du conflit en Ukraine, de la montée de l'inflation, de la crise mondiale de l'énergie et des perturbations des chaînes d'approvisionnement. La crise financière et économique mondiale, les différents conflits dans le monde et les migrations forcées sont autant de défis supplémentaires à relever. Dans son deuxième examen national volontaire, la Bosnie-Herzégovine fait part de ses bonnes pratiques ainsi que des faiblesses qui empêchent des progrès majeurs, notamment la fuite des cerveaux, les difficultés liées à la collecte de données précises et l'absence de financement suffisant.

81. Son pays s'attache à trouver des moyens novateurs de financer des projets liés aux objectifs, à renforcer le secteur privé et à améliorer les partenariats public-privé. En outre, dans le but de susciter une saine concurrence entre les entreprises privées, le prix « Entreprises pionnières de la réalisation des objectifs de développement durable » en Bosnie-Herzégovine a été créé pour récompenser les entreprises qui ont réussi à créer des emplois décents, à améliorer la protection de l'environnement et à intégrer les objectifs dans leur politique d'entreprise. Afin de ne laisser personne de côté lors de la mise en œuvre des objectifs, tous les acteurs des communautés locales doivent rationaliser leurs efforts pour répondre aux besoins des groupes les plus vulnérables et rendre leurs services plus accessibles.

82. L'accroissement sensible des investissements consacrés à la science, à la technologie et à la numérisation peut aboutir à des progrès plus importants vers la réalisation des objectifs. La Bosnie-Herzégovine reconnaît également les possibilités liées à l'énergie verte et à la transformation de l'économie verte au niveau national.

83. L'orateur salue la présentation du premier examen volontaire de l'Union européenne sur la mise en œuvre du Programme 2030 et espère que d'autres rapports régionaux suivront. Pour conclure, le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable doit accorder une attention particulière à la résilience, au financement et à la localisation.

84. **M^{me} Kofler** (Allemagne), Secrétaire d'État parlementaire, dit que si l'adoption du Programme 2030 a marqué une étape importante pour le multilatéralisme, sa mise en œuvre est actuellement très en retard. Les multiples crises actuelles constituent un défi de taille, en particulier les conflits et les guerres, qui font peser

une charge inacceptable sur ledit Programme. Dans ce contexte, elle exhorte la Russie à mettre immédiatement fin à sa guerre d'agression illégale et injustifiée contre l'Ukraine. En outre, des obstacles structurels dans les systèmes économiques et une détérioration continue des engagements environnementaux mondiaux entravent la réalisation du Programme 2030, en particulier l'objectif visant à atteindre les personnes les plus démunies.

85. Les inégalités exacerbent les crises, et vice versa. La réduction des inégalités est donc essentielle pour concrétiser la vision exposée dans le Programme 2030. L'Allemagne encourage les approches multipartites dans la recherche de changements transformateurs, comme en témoignent ses nouvelles politiques étrangères et de développement féministes, qui font de l'égalité des genres un pilier de toutes ses initiatives. Elle continue à soutenir ses partenaires dans l'élaboration de stratégies justes et inclusives au service du développement durable par l'intermédiaire du partenariat pour l'accélération des stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité, tout en étant le deuxième plus grand donateur d'aide publique au développement. L'Allemagne a également mis en place son Bouclier mondial contre les risques climatiques et prévu d'engager jusqu'à 2 milliards d'euros pour réalimenter le Fonds vert pour le climat cette année-là. Dans l'ensemble, sa contribution au financement international de la lutte contre les changements climatiques devrait atteindre 6 milliards d'euros d'ici à 2025, et son financement international au titre de la biodiversité, augmenter jusqu'à 1,5 milliard d'euros par an d'ici à 2025 également. Les partenaires internationaux devraient également apporter des contributions ambitieuses à ces causes.

86. En collaboration avec ses partenaires, l'Allemagne a entamé le processus de réforme de la Banque mondiale en vue de libérer tout le potentiel de cette dernière en termes de soutien à la réalisation des objectifs. La réduction des inégalités et la lutte contre la dégradation de l'environnement doivent être placées au premier rang des actions à mener, et la promesse de ne laisser personne de côté devrait accélérer l'application des mesures de mise en œuvre à l'avenir.

87. **M. Sršeň** (Tchéquie), Ministre du développement régional, signale que l'ordre mondial est actuellement remis en question et qu'il y a une érosion de la confiance dans les institutions à tous les niveaux. L'action collective n'a jamais été aussi importante et de véritables partenariats à tous les niveaux sont nécessaires, en vue de parvenir à un développement inclusif et durable fondé sur la confiance mutuelle. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable doit permettre aux dirigeants d'œuvrer de

concert pour atteindre ces objectifs, en leur donnant l'espoir et la possibilité de s'engager à nouveau en faveur d'une action ambitieuse, et en transmettant un vibrant message sur l'urgence de la situation.

88. L'action locale est une condition préalable à la réalisation des objectifs. À une époque où plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes, il convient de noter que la majorité des objectifs ne peuvent être atteints sans une collaboration, une coopération et une coordination appropriées avec les pouvoirs publics locaux et régionaux. Néanmoins, une transformation urbaine durable pourrait être menée en adaptant les stratégies, en impliquant de multiples parties prenantes, en renforçant la gouvernance locale, en favorisant la prise de décision fondée sur des données et en encourageant l'innovation.

89. On assiste à l'heure actuelle dans le monde à des conflits violents dont le nombre n'a jamais été aussi élevé depuis 1945: à la fin de 2020, quelque 2 milliards d'individus vivaient dans un pays touché par un conflit. Le relèvement de la pandémie de COVID-19 est en cours. Pendant ce temps, les effets de l'agression russe contre l'Ukraine ont été à la fois nuisibles et catastrophiques pour les vies et les moyens de subsistance, provoquant d'énormes souffrances humaines ainsi que des crises alimentaires et énergétiques généralisées. Dans le contexte des tensions géopolitiques actuelles et des multiples crises interdépendantes, le lien entre la paix, la sécurité, le développement et les droits humains doit être mis en évidence, tout en plaçant davantage l'accent sur la paix, la justice et la solidarité des institutions. La mise en œuvre de l'objectif 16 est l'une des principales priorités de la politique étrangère de son pays. La promotion de l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives, de sociétés pacifiques et inclusives, l'accès à la justice pour tous et la mise en place d'institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux sont des conditions préalables à la réalisation du développement durable.

90. **M^{me} Niuma** (Maldives), Vice-Ministre de la planification nationale, du logement et des infrastructures, dit que la lenteur des progrès et la stagnation dans la réalisation des objectifs de développement durable sont profondément préoccupantes. La pandémie de COVID-19 a démontré l'extrême vulnérabilité des petits États insulaires en développement aux chocs extérieurs. Leurs économies ont été paralysées par une forte inflation, une faible croissance économique, un resserrement des conditions budgétaires, un endettement insoutenable et une escalade des urgences climatiques. Par conséquent, les petits États insulaires en développement doivent

s'efforcer de réduire leurs émissions de 45 % de toute urgence, afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius. Ne pas atteindre cet objectif aurait des conséquences désastreuses pour le développement durable de tous les pays.

91. Son Gouvernement s'efforce de réorienter ses efforts de développement vers plus d'inclusivité et de durabilité, conformément à sa vision de longue date d'une économie bleue. À cette fin, il s'est engagé à réduire ses émissions d'un quart et souhaite parvenir à des émissions nettes nulles d'ici à 2030 avec un soutien suffisant et des investissements importants dans les énergies renouvelables. Les Maldives ont désigné une île, un récif corallien et une mangrove dans chacun de leurs atolls comme zones protégées, établissant ainsi plus de 70 zones protégées dans leurs eaux nationales. Un projet de réseau public de transbordeurs a également été lancé afin de relier les communautés insulaires éloignées aux centres de population régionaux, dans le but d'améliorer l'accès, de réduire les inégalités et d'accroître les débouchés économiques.

92. Les Maldives connaissent également une transformation numérique rapide, visant à fournir un accès à haut débit à Internet aux 187 îles du pays afin d'ouvrir la voie à l'enseignement en ligne, à la télémédecine, au commerce électronique et à la fourniture numérique de services publics. Dans le même temps, l'égalité entre les genres est restée une priorité essentielle. Le Gouvernement a adopté une loi sur l'égalité des genres et lancé son plan d'action national du même nom, ce qui a permis d'accroître la représentation des femmes à des postes de responsabilité. Cependant, pour faire face à ses défis et répondre à ses aspirations en matière de développement, le pays a besoin d'accéder à des financements plus abordables pour l'aider à faire face aux effets des changements climatiques. Un indice quantitatif, tel que l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle concernant les petits États insulaires en développement, devrait donc être établi pour permettre de cerner globalement la réalité des Maldives. La relance des objectifs de développement durable annoncée par le Secrétaire général est la bienvenue, et la communauté internationale devrait donner suite à cette proposition.

93. **M. Cleverly** (Royaume-Uni), Secrétaire d'État aux affaires étrangères, au Commonwealth et au développement, dit que si les objectifs de développement durable représentent une réalisation multilatérale historique, à mi-parcours de la date butoir de 2030, le monde est en passe de manquer 88 % des objectifs fixés. Pour mettre fin à la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation, accroître la prospérité et ralentir

les changements climatiques, il nous faut sortir des sentiers battus et privilégier l'action collective.

94. La priorité absolue est de réformer et de cibler le financement du développement sur des domaines qui accéléreront les progrès, tels que la sécurité alimentaire, la santé, les énergies renouvelables et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles, conformément aux informations fournies par les ministres des affaires étrangères des pays en développement. À cet égard, le Royaume-Uni a soutenu les ambitions de l'Initiative de Bridgetown proposée par le Premier ministre de la Barbade. Les banques multilatérales de développement devraient libérer des milliers de milliards supplémentaires pour les pays en développement, en appliquant les recommandations formulées à l'issue de l'évaluation indépendante des cadres d'adéquation des fonds propres de ces banques demandée par le Groupe des Vingt (G20). Le secteur privé doit également investir davantage, en particulier dans les énergies propres, l'eau et l'assainissement, ainsi que dans les infrastructures résistantes aux changements climatiques. Tous les créanciers devraient proposer des clauses d'endettement adaptées au climat et suspendre les remboursements de prêts en cas de catastrophe, comme l'a fait la United Kingdom Export Finance dans 12 pays d'Afrique et des Caraïbes.

95. Il est essentiel de garantir des finances publiques saines dans les pays en développement, en améliorant le recouvrement des impôts et en s'attaquant aux flux financiers illicites. Le système financier international doit devenir plus réactif aux chocs, afin de permettre l'octroi d'une aide aux pays les plus pauvres et les plus petits, en particulier ceux qui sont exposés à des catastrophes naturelles, en vue de maintenir les acquis en matière de développement et d'empêcher tout retour en arrière. Le Royaume-Uni s'est engagé à travailler avec tous ses partenaires pour accélérer d'urgence les progrès vers la réalisation des objectifs. Tout le monde doit s'engager à nouveau en faveur de ces objectifs lors du prochain Sommet sur les objectifs de développement durable, car une volonté politique et un partenariat accrus sont nécessaires pour créer des systèmes financiers internationaux améliorés qui répondent aux besoins de développement. Une ambition politique commune pourrait se traduire par des réformes concrètes dans le cadre du Groupe des 20, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international et de la vingt-huitième session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

96. **M. Darsalia** (Géorgie), Premier Vice-Ministre des affaires étrangères, déclare que les effets à long terme de la pandémie de COVID-19, les crises qui

s'enchevêtrant et les conséquences mondiales de la guerre d'agression russe contre l'Ukraine ont interrompu des années de progrès en matière de développement. La Géorgie continue à condamner, dans les termes les plus vifs possibles, l'invasion massive, non provoquée et injustifiée de l'Ukraine par la Russie, et exprime son soutien total et sa solidarité à l'Ukraine et à son peuple.

97. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable devrait lancer une nouvelle phase d'actions transformatrices et accélérées en vue de réaliser des progrès d'ici à 2030. Son Gouvernement a approuvé son plan d'action annuel pour 2023 dans le cadre de la stratégie de développement de la Géorgie, qui est aligné sur les objectifs de développement durable et couvre les principales priorités de développement national. La Géorgie s'emploie également à intégrer et à localiser les objectifs dans toutes ses municipalités d'ici à 2025.

98. En ce qui concerne l'objectif 6, la Géorgie attend avec impatience la mise en œuvre du programme d'action sur l'eau et s'engage à assurer l'approvisionnement en eau de sa propre population. D'ici à 2025, toutes les villes géorgiennes devraient disposer d'un approvisionnement en eau ininterrompu et, d'ici à 2030, l'ensemble de la population devrait avoir accès à une eau répondant aux normes requises. L'accès à une énergie abordable, fiable et durable est également crucial à la réalisation de nombreux objectifs. Malheureusement, la guerre en cours en Ukraine continue d'avoir une incidence néfaste sur les prix de l'énergie, mettant en péril les progrès réalisés dans le cadre de l'objectif 7. Dans ce contexte, le Gouvernement géorgien a élaboré un projet de plan national en matière d'énergie et de climat, dont les priorités comprennent la décarbonisation de l'économie, l'augmentation du rendement énergétique et le renforcement de la sécurité énergétique.

99. Les technologies numériques jouent un rôle important dans l'orientation des efforts vers la réalisation de l'objectif 16, à savoir le renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance. Le Gouvernement géorgien est disposé à faire part de son expérience dans les domaines qui soutiennent la mise en œuvre de cet objectif, tels que la réforme de l'administration publique et la lutte contre la corruption. À l'heure actuelle, le multilatéralisme et les partenariats sont plus importants que jamais.

100. Il ne saurait y avoir de développement sans paix et sans sécurité. L'occupation et le contrôle effectif par la Russie de 20 % des territoires de la Géorgie empêchent son Gouvernement de veiller à ce que personne ne soit

laissé pour compte. À ce propos, les habitants des régions géorgiennes d'Abkhazie et de Tskhinvali ont été laissés de côté dans les processus de développement et soumis quotidiennement à de graves violations de leurs droits fondamentaux, y compris les droits à la vie et à la santé.

101. **M. Khaykhamphithoune** (République démocratique populaire lao), Vice-Ministre des affaires étrangères, indique que l'accélération de la mise en œuvre complète du Programme 2030 est plus cruciale que jamais, grâce à des engagements renforcés et à un plan réalisable. À cet égard, son Gouvernement a adopté des mesures pour combattre les effets de la pandémie de COVID-19 et à la crise actuelle, y compris son programme national pour faire face aux difficultés économiques et financières au cours de la période 2021-2023.

102. Son pays a commencé à travailler sur son troisième examen national volontaire, qui précisera les objectifs de développement durable qui nécessitent une plus grande attention, tant au titre des efforts nationaux qu'avec le soutien de la communauté internationale, en particulier des pays développés et des partenaires de développement. La République démocratique populaire lao demeure indéfectiblement résolue à soutenir la coopération multilatérale et à renforcer les partenariats afin d'inspirer les changements transformateurs nécessaires à la réalisation des objectifs d'ici à 2030. La communauté internationale doit tenir ses engagements en apportant le soutien nécessaire à cette fin, afin de ne laisser personne ni aucun pays de côté.

103. **M. Gantumur** (Mongolie), Vice-Ministre de l'économie et du développement, dit que l'environnement de la politique et de la planification et le cadre juridique en Mongolie ont été améliorés depuis 2019 par sa loi sur la politique et la planification du développement et sa gestion et par la création d'une institution intégrée de politique et de planification. Cela a donné lieu à l'adoption de la politique de développement à long terme intitulée « Vision 2050 », qui est appliquée de façon conforme aux objectifs de développement durable.

104. Depuis son premier examen national volontaire, la Mongolie a dû faire face à des défis importants dans la réalisation des objectifs, en raison de la pandémie de COVID-19 et des conflits géopolitiques liés au commerce extérieur, aux investissements, aux flux financiers internationaux et à la circulation des citoyens. En réponse, son Gouvernement a rapidement mis en œuvre des mesures, notamment une politique de relance visant à atténuer les effets néfastes de la pandémie sur l'économie, à s'attaquer aux goulets d'étranglement en

matière de développement et à renforcer les bases économiques. De ce fait, l'économie nationale a connu un taux de croissance de 4,8 % en 2022.

105. Néanmoins, il est essentiel de réduire les disparités entre le développement urbain et le développement rural, notamment en ce qui concerne l'éducation et le niveau de vie des ménages. C'est pourquoi, il est indispensable de garantir l'égalité d'accès aux services sociaux de base pour l'ensemble de la population, afin de ne laisser personne de côté. Le développement des partenariats et de la coopération internationale visant à réduire les conséquences néfastes des maladies infectieuses, des catastrophes naturelles et des changements climatiques est également nécessaire, en vue de gérer les risques, de s'adapter à l'évolution de la situation et de garantir la disponibilité des ressources. Toutes les nations devraient intensifier leurs efforts pour mettre en œuvre les objectifs et forger des partenariats en vue d'une action concertée, afin de construire un avenir durable et prospère pour tous.

106. **M. Arga** (Éthiopie), Ministre d'État aux affaires étrangères, déclare que le fait que très peu de cibles des objectifs de développement durable soient en bonne voie est très préoccupant. Un engagement politique renouvelé est nécessaire de toute urgence, étant donné que de multiples crises ont eu une incidence sur les progrès réalisés ces dernières années. En vue d'accélérer la mise en œuvre des objectifs, il faudrait réformer l'architecture financière mondiale actuelle, relever les défis liés au financement du développement, résoudre la crise de la dette et lutter contre les effets des changements climatiques.

107. L'Éthiopie réalise les objectifs en veillant à ce qu'ils soient intégrés dans son plan de développement national. En outre, une part importante du budget national du Gouvernement a été consacrée à la mise en œuvre des objectifs et aux secteurs de développement. Depuis 2015, parmi les défis auxquels son pays se heurte figurent notamment les répercussions économiques et sociales de la COVID-19. Cependant, il a également réalisé des progrès prometteurs sur certains objectifs, par exemple en améliorant l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement au cours de la décennie précédente. L'Éthiopie a également exploité des sources d'énergie propres, en mettant l'accent sur le développement de projets d'énergie renouvelable, en particulier l'énergie hydroélectrique et les parcs éoliens. Elle a l'un des pourcentages les plus élevés d'utilisation d'énergie propre en Afrique, avec plus de 90 % de sa production d'énergie provenant de barrages hydroélectriques.

108. Le Gouvernement éthiopien a fait preuve d'audace et de dynamisme en matière d'action climatique, en adoptant diverses mesures d'atténuation des effets des changements climatiques. Il s'agit notamment de programmes de développement des énergies renouvelables, d'initiatives de reboisement, de pratiques communautaires de gestion des terres et de la mise en œuvre d'une agriculture adaptée au climat. En outre, l'Éthiopie a adopté sa stratégie de résilience climatique et d'économie verte et lancé une initiative d'héritage vert, en vue de réduire la vulnérabilité aux effets des changements climatiques.

109. **M^{me} Qereqeretabua** (Fidji), Ministre adjointe des affaires étrangères, dit qu'il faut absolument accélérer l'action en faveur du Programme 2030 et faire preuve de volonté politique de sorte que les acquis du développement ne soient pas perdus et que personne ne soit laissé pour compte. Les Fidji se sont engagées à respecter le Programme 2030, notamment en veillant à ce que les Fidjiens aient accès à l'eau, à de meilleurs établissements de santé et routes, à une alimentation en électricité ininterrompue, à de meilleurs moyens de transport, à des logements abordables et à un meilleur niveau de vie. Pour ce faire, les efforts de collaboration à tous les niveaux de la société sont essentiels, de même que les partenaires de développement.

110. Dans la région du Pacifique, les changements climatiques restent la plus grande menace pour les moyens de subsistance, la sécurité et le bien-être des populations et des écosystèmes, tout en mettant en péril leurs cultures et leurs identités. Conscientes des conséquences profondes et durables de la crise climatique dans la région, les Fidji se sont engagées de manière active dans des plans pour l'avenir, notamment dans le cadre de la Stratégie pour le continent du Pacifique bleu à l'horizon 2050. Le monde ne parvient pas à atteindre l'objectif de 1,5 degré Celsius et un changement immédiat est nécessaire grâce à des réductions rapides, profondes et durables des émissions de gaz à effet de serre. Face à la montée du niveau des mers, aux catastrophes naturelles récurrentes et intenses et aux risques climatiques dans la région, des collaborations sont en cours pour mobiliser des ressources collectives et dégager des stratégies d'adaptation à la mobilité climatique.

111. Le prochain Sommet sur les objectifs de développement durable est l'occasion de faire le point sur les progrès accomplis et de recenser les possibilités de collaboration. Un accès juste et équitable aux ressources est nécessaire pour permettre un relèvement durable après la pandémie de COVID-19. Les travaux sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnelle concernant les petits États insulaires en développement

sont encourageants, car ils vont au-delà des mesures traditionnelles du développement pour saisir les vulnérabilités. La science et la technologie jouent également un rôle crucial dans la réponse collective aux défis ; cependant, la fracture numérique doit être comblée. En outre, les mesures prises doivent s'attaquer aux inégalités et au fardeau de la dette, tirer parti des technologies, créer des débouchés économiques, promouvoir les partenariats et soutenir en priorité les pays en développement vulnérables.

112. **M. Flomo** (Libéria), Vice-Ministre de la gestion économique, fait remarquer que de multiples crises mondiales ont eu une incidence sur la mise en œuvre du Programme 2030, tout en accentuant la pénurie en ressources et en posant des obstacles macroéconomiques importants aux États Membres, en particulier les nations africaines. Néanmoins, le Gouvernement a travaillé dans une optique stratégique pour atténuer ces effets macroéconomiques. Il est d'une importance déterminante de donner une forte impulsion aux efforts visant à ne laisser personne de côté. En œuvrant pour une reprise inclusive et durable, l'ONU, les États Membres et l'architecture financière mondiale doivent envisager de recourir à des instruments financiers plus dynamiques, qui tiennent compte des besoins et des défis spécifiques rencontrés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

113. Le Libéria a mené de vastes travaux pour atteindre les objectifs à tous les niveaux. L'accent a été mis en particulier sur les objectifs 2, 7 et 16, notamment dans les domaines de la mise en place d'infrastructures résilientes, de l'énergie, des systèmes alimentaires et du lancement prochain d'une initiative sur les zones économiques spéciales. En outre, l'objectif 17 devrait être considéré comme un solide cadre de réalisation des objectifs, toutes les parties s'engageant à suivre un plan commun et à garantir la responsabilité à tous les niveaux.

114. **M^{me} Couillard** (France), Secrétaire d'État chargée de l'écologie, dit que de multiples crises connexes sont en partie responsables du retard pris dans la mise en œuvre du Programme 2030. La multiplication et l'intensification des conflits sont particulièrement préoccupantes, notamment les conséquences globales de l'agression russe contre l'Ukraine. Il ne saurait y avoir de développement durable sans paix et de paix sans développement durable. Déjà, avant la pandémie de COVID-19, la trajectoire du développement était incompatible avec la réalisation du Programme 2030. Il est donc essentiel de s'engager à nouveau dans la recherche d'une voie plus juste et plus durable, sans céder au fatalisme ou à la résignation.

115. Il n'est pas trop tard pour renverser la tendance actuelle, entamer les changements radicaux qui s'imposent et réaliser l'ambition d'un monde plus juste, plus durable et plus résilient qui ne laisse personne de côté. Le Programme 2030 doit servir de boussole commune à cette fin. Il faut des solutions concrètes pour surmonter la crise et accélérer la réalisation des objectifs. La France soutient pleinement la volonté du Secrétaire général de faire du Sommet des objectifs de développement durable une occasion de mise en œuvre, sur la base d'engagements tangibles et d'un calendrier clairement défini.

116. La France a élaboré son deuxième examen national volontaire de manière participative, en faisant le point sur les progrès accomplis et les défis qui restent à relever. Son pays entend redoubler d'efforts pour remplir ses engagements au niveau national, mais sa principale préoccupation est l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs au niveau international. Les biens publics universels ne peuvent être utilisés dans un monde où les pays les plus vulnérables n'ont pas les moyens financiers de relever leurs défis. Faute de solutions durables, le risque de fracture mondiale est irrémédiable.

117. La tenue récente du Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial à Paris a permis d'envisager des solutions nouvelles et ambitieuses, ainsi que l'adoption de l'Agenda de Paris pour les peuples et la planète. Conformément au Programme 2030, il faut fournir davantage de financements publics et privés et renforcer l'architecture financière internationale pour qu'aucun pays n'ait à choisir entre lutter contre la pauvreté et protéger la planète. Il est indispensable de faire fond sur les multiples initiatives multilatérales et conjointes qui ont vu le jour pour en arriver à des résultats tangibles.

118. **M. Vujačić** (Serbie), exerçant son droit de réponse à la déclaration faite à la séance précédente (voir [E/2023/SR.37](#)) par le représentant du Costa Rica au nom de la Justice Action Coalition, dit qu'au cours de sa déclaration, le représentant a mentionné le prétendu Kosovo comme étant l'un des membres de cet organe. Le fait que le représentant ait accepté de s'adresser au Conseil économique et social au nom d'une partie qui n'a pas le droit de s'adresser au Conseil laisse perplexe. Il est indéniable que le prétendu Kosovo n'est pas membre de l'Organisation.

119. Il convient de rappeler que le statut du Kosovo a été déterminé par la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité, qui confirme l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie et stipule que le Kosovo-Metohija en est une province autonome. En outre, les États Membres sont tenus, conformément à l'Article 25

de la Charte des Nations Unies, d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité. Par conséquent, la position du Costa Rica et d'autres membres de la Justice Action Coalition concernant la province serbe du Kosovo-Metohija constitue une violation du principe fondamental de la Charte qui consiste à respecter l'intégrité territoriale des États Membres. De surcroît, elle contredit directement les décisions pertinentes de l'Organisation même sous le toit de laquelle le représentant du Costa Rica avait tenu de tels propos.

120. Cette déclaration a été faite à un moment où tous les États Membres s'étaient réunis pour discuter de questions d'intérêt commun. Par conséquent, non seulement elle a porté atteinte aux principes et décisions fondamentaux des Nations Unies, mais elle a également détourné les efforts collectifs de leur but. Les remarques du représentant du Costa Rica étaient donc déplacées, inutiles et regrettables.

La séance est levée à 17 h 55.